

HEBDO

informations

Journal hebdomadaire d'informations et d'annonces légales

LA LOI DE FINANCES 2007

N° 530 – 30 DÉCEMBRE 2006

200 F

SOMMAIRE

La loi de finances 2007 :

- loi n° 16/2006 du 29 décembre 2006 déterminant les ressources et les charges de l'État pour l'année 2007.

• TEXTES OFFICIELS

- Arrêté n° 1067/MEFBP/DGCP du 4 octobre 2006 instituant une régie de recettes à la direction générale de la concurrence et de la consommation.

• ANNONCES LÉGALES

Loi n° 16/2006

du 29 décembre 2006

déterminant les ressources et les charges de l'État pour l'année 2007

Le Parlement a délibéré et adopté,
Le président de la République, chef de l'État, promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} .- La présente loi, prise en application des dispositions de l'article 47 de la Constitution, détermine les ressources et les charges de l'État pour l'année 2007.

PARTIE I DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE FINANCIER

TITRE I ÉVALUATION DES VOIES ET MOYENS

Article 2 .- Le gouvernement est autorisé à percevoir les ressources correspondant aux prévisions contenues dans la présente loi en vue de couvrir les charges de l'État, des collectivités locales et des établissements publics décentralisés présentés en annexes.

Les ressources du budget résultent des emprunts, des dons prévus en 2007, de l'application des dispositions du code général des impôts, du code et du tarif des douanes de l'UDEAC, et des autres produits autorisés par les lois et règlements en vigueur ou résultant des décisions de justice ou des conventions.

Article 3 .- Les ressources et les charges de l'État pour l'année 2007 sont arrêtées en équilibre à la somme de mille six cent seize milliards cinq cent quatre-vingt-sept millions (1.616.587.000.000) de francs CFA.

Ces ressources et ces charges, qui participent à la réalisation de cet équilibre, se présentent comme suit.

(voir tableau, page 234)

Article 4 .- Les ressources sont constituées de ressources propres pour la somme de mille six cent cinq milliards huit cent quatre-vingt-sept millions (1.605.887.000.000) de francs CFA et de ressources d'emprunt pour la somme de dix milliards sept cent millions (10.700.000.000) de francs CFA.

Ces ressources sont réparties ainsi qu'il suit.

(voir tableau, page 234)

Article 5 .- Le détail des ressources propres de l'État se présente comme suit.

(voir tableau, page 235)

Article 6 .- Les plafonds des grandes catégories de dépenses, pour l'exercice 2007, sont arrêtés tels qu'il suit :

Catégories de dépenses :

Partie I - Charges de la dette publique :
573.987.000.000 de francs CFA

Partie II - Dépenses de fonctionnement :
733.357.000.000 de francs CFA

Partie III - Dépenses d'investissement :
200.000.000.000 de francs CFA

Partie IV - Prêts et avances : 109.243.000.000 de francs CFA

Total des dépenses : 1.616.587.000.000 de francs CFA.

Article 7 .- Les charges sont constituées de dépenses de fonctionnement et d'investissement pour la somme de neuf cent trente-trois milliards trois cent cinquante-sept millions (933.357.000.000) de francs CFA et de celles résultant des engagements financiers de l'État pour la somme de cinq cent soixante-treize milliards neuf cent quatre-vingt-sept millions (573.987.000.000) de francs CFA.

Le détail de ces charges se présente ainsi qu'il suit.

(voir tableau, page 236)

TITRE II - DISPOSITIONS FISCALES

Article 8 .- La redevance d'usure de la route, en abrégé : RUR, instituée par l'ordonnance n° 1/2006 du 9 février 2006 portant création du fonds d'entretien routier de deuxième génération, est une contribution obligatoire dont aucun régime particulier antérieur n'est exempté du paiement.

Article 9 .- La redevance d'usure de la route est un prélèvement inscrit dans la structure des prix de carburants vendus sur le territoire national.

Elle est collectée par la Société gabonaise de raffinage (Sogara) et par tout importateur agréé de carburants en République gabonaise.

Article 10 .- La mise en application de la redevance d'usure de la route abroge toute disposition antérieure afférente à la taxe de consommation intérieure sur les carburants, prévue par la loi n° 25/88 du 30 décembre 1988 relative aux taxes spéciales sur les carburants.

Article 11 .- Les taux de la redevance d'usure de la route et les modalités de sa perception sont définis par arrêté du ministre chargé des finances.

Article 12 .- La base liquidable des pensions de l'État dont la concession se réfère aux dispositions

de rémunération en vigueur avant le 1^{er} octobre 2006 est révisé en fonction de la valeur du smig et de celle du point d'indice telles qu'appliquées aux personnels de l'État en activité au 1^{er} octobre 2006, les autres conditions de liquidation restant inchangées.

La révision est appliquée d'office par les services de la trésorerie générale à toutes les pensions légalement existantes attribuées aux pensionnés eux-mêmes ou à leurs ayants cause.

Elle ne s'applique pas aux pensions régies par un régime particulier.

Elle prend effet au 1^{er} octobre 2006.

PARTIE II - EMPLOI DES CRÉDITS

TITRE UNIQUE RÉPARTITION, AFFECTATION ET UTILISATION DES CRÉDITS

Article 13 .- Les charges de la dette publique se présentent ainsi qu'il suit.

(voir tableau, page 237)

Article 14 .- Les dépenses de fonctionnement et d'investissement se présentent ainsi qu'il suit.

Titre 3 - Solde permanente (voir tableau, page 237)

Titre 4 - Main-d'œuvre non permanente (en francs CFA)

Présidence de la République : 595.241.000

Sénat : 1.730.082.000

Assemblée nationale : 2.304.372.000

Conseil d'État : 14.374.000

Primature : 50.806.000

Cour constitutionnelle : 108.614.000

Cour des comptes : 14.646.000

Cour de cassation : 10.776.000

Relations avec le Parlement : 44.658.000

Justice : 159.423.280

Contrôle d'État et inspections : 21.216.000

REPUBLIQUE GABONAISE
Union - Travail - Justice



PROJET DE LOI DE
FINANCES DE L'ANNEE 2007

Présenté

Au nom de M. Jean EYEGHE NDONG

Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Par M. Paul TOUNGUI

Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

SOMMAIRE

PARTIE I: DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE FINANCIER3

TITRE I : EVALUATION DES VOIES ET MOYENS.....3

TITRE II : DISPOSITIONS FISCALES 10

PARTIE II : EMPLOI DES CREDITS 11

TITRE Unique : REPARTITION, AFFECTATION ET UTILISATION DES CREDITS 11

Visa du Président
du Conseil d'Etat

Loi n° /2006
déterminant les ressources et les
charges de l'Etat pour l'année 2007.

Le Parlement a délibéré et adopté ;
Le Président de la République, Chef de l'Etat,
promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} : La présente loi, prise en application des dispositions de l'article 47 de la Constitution, détermine les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2007.

PARTIE I: DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE FINANCIER

TITRE I : EVALUATION DES VOIES ET MOYENS

Article 2 : Le Gouvernement est autorisé à percevoir les ressources correspondant aux prévisions contenues dans la présente loi en vue de couvrir les charges de l'Etat, des Collectivités Locales et des Etablissements Publics décentralisés présentées en annexes.

Les ressources du budget résultent des emprunts, des dons prévus en 2007 et de l'application des dispositions du Code Général des Impôts, du Code et du Tarif des Douanes de l'U.D.E.A.C. et des autres produits autorisés par les lois et règlements en vigueur ou résultant des décisions de justice ou des conventions.

Article 3 : Les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2007 sont arrêtées en équilibre à la somme de mille six cent seize milliards cinq cent quatre-vingt sept millions (1.616.587.000.000) de francs cfa.

Ces ressources et ces charges, qui participent à la réalisation de cet équilibre, se présentent comme suit :

ANNEXE 5 : BUDGET GENERAL DE L'ETAT (en millions de f.cfa courants)			
LIBELLE	LFI 2006	LFR 2006	PLF 2007
Total Ressources propres	1 287 244	1 619 892	1 605 887
Recettes fiscales	714 944	820 814	830 480
Recettes non fiscales	567 000	793 778	770 007
Dons	5 300	5 300	5 400
Total Dépenses	786 595	992 527	1 049 660
Dépenses totales hors paiements d'intérêts	664 613	872 051	933 357
Dépenses fonctionnement	496 613	672 051	733 357
Investissement de l'ETAT	168 000	200 000	200 000
Paiements d'intérêts de l'Etat	121 982	120 476	116 303
<i>Extérieure</i>	100 475	98 969	97 514
<i>Intérieure</i>	21 507	21 507	18 789
Solde Primaire	622 631	747 841	672 530
Solde Budgétaire	500 649	627 365	556 227
Variation des arriérés	-38 400	-38 400	-38 400
<i>Extérieure</i>	0	0	0
<i>Intérieure</i>	-38 400	-38 400	-38 400
Trésor (instances)	-38 400	-38 400	-38 400
DGCP	0	0	0
Solde globale (Base caisse)	462 249	588 965	517 827
Financement Total	-462 249	-588 965	-515 449
Extérieur	-145 854	-184 480	-181 459
<i>Tirages</i>	35 000	10 000	10 700
Emprunts liés	35 000	10 000	10 700
<i>Amortissements</i>	-218 054	-231 680	-229 359
<i>Rééchelonnement</i>	37 200	37 200	37 200
Intérieur	-316 395	-404 485	-333 991
<i>Système bancaire</i>	-230 151	-129 092	-125 353
Banque centrale	-201 059	-100 000	-100 000
Tirage FMI	-15 551	-15 551	-15 551
Banques commerciales	-13 541	-13 541	-9 802
<i>Système non bancaire</i>	-86 244	-275 393	-208 638
Dette intérieure	-55 444	-85 972	-82 595
<i>dette DGCP</i>	-35 341	-64 737	-62 195
<i>Arriérés Assemblée Nationale</i>	-103	-103	-200

<i>Arriérés cotisations internationales</i>	0	-530	0
<i>rappels sur solde</i>	-20 000	-20 000	-20 000
<i>indemnisation sinistré</i>	0	-602	-200
Privatisation	-18 300	-48 663	-4 300
<i>Produits</i>	8 700	6 537	8 700
Cession actifs	8 700	6 537	8 700
<i>Restructuration des E/ses</i>	-27 000	-55 200	-13 000
Dette non fiscale	-11 000	-6 550	-3 000
Plans sociaux	-16 000	-48 650	-10 000
Financements résiduels	-12 500	-140 758	-121 743
<i>Prêts nets</i>	0	-128 258	-109 243
<i>Opérations de couverture</i>	-5 000	-5 000	-5 000
<i>Opérations de trésorerie</i>	-7 500	-7 500	-7 500
Correspondants	-4 000	-4 000	-4 000
Collectivités	-3 500	-3 500	-3 500
GAP DE FINANCEMENT	0	0	0

Article 4 : Les ressources sont constituées de ressources propres pour la somme de mille six cent cinq milliards huit cent quatre-vingt sept millions (1.605.887.000.000) de francs cfa et de ressources d'emprunt pour la somme de dix milliards sept cent millions (10.700.000.000) de francs cfa.

Ces ressources sont réparties ainsi qu'il suit :

(En millions de F.cfa)

NATURE DES RESSOURCES	LFI	LFR	PLF	Variation
	2006	2006	2007	PLF07/LFR06
PARTIE I : RESSOURCES PROPRES	1 287 244	1 619 892	1 605 887	-14 005
dont pétrole	729 800	1 057 700	1 011 000	-46 700
Titre 1 : Ressources courantes	1 281 944	1 614 592	1 600 487	-14 105
1 : Recettes fiscales	714 944	820 814	830 480	9 666
2 : Revenus du domaine et des participations financières	554 300	786 878	766 943	-19 935
3 : Recettes diverses	12 700	6 900	3 064	-3 836
Titre 2 : Ressources exceptionnelles	5 300	5 300	5 400	100
1 : Dons	5 300	5 300	5 400	100
PARTIE II : RESSOURCES D'EMPRUNTS	35 000	10 000	10 700	700
Titre 4 : Emprunts liés	35 000	10 000	10 700	700
Emprunts liés aux investissements	35 000	10 000	10 700	700
Titre 5 : Emprunts d'équilibre	0	0	0	0
Total Ressources	1 322 244	1 629 892	1 616 587	-13 305

Article 5 : Le détail des ressources propres de l'Etat se présente comme suit :

(en millions de f cfa courants)					
Article	Nature de la recette	LFI	LFR	PLF	Variation
		2006	2006	2007	PLF07/LFR06
	I. Recettes fiscales				
0.110	Impôts sur les sociétés	284 925	376 801	359 955	-16 846
0.111	Sociétés pétrolières	188 400	279 500	257 800	-21 700
0.112	Sociétés minières	0	0	0	0
0.113	Autres sociétés	83 000	87 076	92 605	5 529
0.114	Retenues à la source	8 206	7 584	6 850	-734
0.119	Pénalités sur le revenu et les bénéficiaires	5 319	2 641	2 700	59
0.120	Impôts sur les personnes	61 215	62 070	63 488	1 418
0.121	Impôts sur le revenu des personnes physiques	5 900	7 038	8 561	1 523
0.122	Acomptes versés par les salariés	36 000	34 365	34 732	367
0.123	Taxe complémentaire sur les salaires	18 600	19 631	19 610	-21
0.124	Impôts forfaitaires sur le revenu	715	1 036	585	-451
0.130	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières	13 000	17 272	21 634	4 362
0.140	Droits et taxes sur la propriété	3 400	3 039	4 068	1 029
0.141	Taxes sur les terrains et valeurs locatives	0	0	0	0
0.142	Taxes sur les biens de main morte	400	400	400	0
0.147	Droits de mutations	3 000	2 639	3 668	1 029
0.150	Taxes sur les biens et services	125 704	127 632	129 282	1 650
0.151	TVA précomptée par l'Etat	18 000	19 000	18 243	-757
0.152	TVA non précomptée	72 000	73 000	74 228	1 228
0.153	Taxe sur les opérations financières	12	8	10	2
0.154	Taxe spéciale immobilière	3 906	3 610	3 887	277
0.155	Redevance d'Usure de la Route	20 960	22 032	20 685	-1 347
0.156	Taxes sur les assurances	2 749	2 712	4 406	1 694
0.157	Impôts sur le chiffre d'affaires intérieur	0	0	0	0
0.158	Droits d'accises	7 200	6 426	6 493	67
0.159	Taxe sur les jeux	877	844	1 330	486
	Droits et taxes de douanes	224 400	234 000	250 600	16 600
0.160	Droits et taxes à l'importation	190 600	200 000	218 500	18 500
0.180	Droits et taxes à l'exportation	33 800	34 000	32 100	-1 900
	Autres recettes fiscales	2 300	0	1 453	1 453
0.191	Taxes diverses	2 000	0	0	0
0.192	Autres taxes	300	0	1 453	1 453
	Total recettes fiscales	714 944	820 814	830 480	9 666

Article	Nature de la recette	LF 2006	LFR 2006	PLF 2007	Variation
	II. Recettes non fiscales				PLF07/LFR06
0.210	Revenus des participations	35 898	39 319	42 568	3 249
0.211	Participations dans les sociétés pétrolières	35 898	39 100	40 100	1 000
0.213	Participations dans les autres sociétés	0	219	2 468	2 249
0.250	Revenus du domaine foncier	200	526	847	321
0.260	Revenus du domaine pétrolier	505 502	739 100	713 100	-26 000
0.261	Redevance pétrolière	240 500	297 200	288 700	-8 500
0.262	Contrat de partage	262 300	328 900	318 800	-10 100
0.263	Redevance supercificiaire	2 402	2 700	2 700	0
0.264	Boni sur attribution de permis	300	300	300	0
0.265	Recettes affectées aux fluctuations des prix des produits raffinés	0	110 000	102 600	-7 400
0.270	Revenus du domaine minier	2 300	1 394	1 461	67
0.290	Revenus du domaine forestier	10 400	6 539	8 967	2 428
0.300	Recettes diverses non fiscales	12 700	6 900	3 064	-3 836
0.310	Recettes de régies	6 000	6 000	0	-6 000
0.324	Amendes, confiscations et saisies	700	900	0	-900
0.325	Recettes affectées à l'ONADER	0	0	400	400
0.339	Autres recettes des domaines	6 000	0	2 664	2 664
	Cession d'actif	0	0	0	0
0.400	Dons	5 300	5 300	5 400	100
	Total recettes non fiscales	572 300	799 078	775 407	-23 671
	TOTAL RECETTES PROPRES	1 287 244	1 619 892	1 605 887	-14 005

Article 6 : Les plafonds des grandes catégories de dépenses, pour l'exercice 2007, sont arrêtés tels qu'il suit :

CATEGORIES DE DEPENSES	MONTANT en francs cfa
PARTIE I : CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE	573 987 000 000
PARTIE II : DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	733 357 000 000
PARTIE III : DEPENSES D'INVESTISSEMENT	200 000 000 000
PARTIE IV : PRETS ET AVANCES	109 243 000 0000
TOTAL DEPENSES	1 616 587 000 000

Article 7 : Les charges sont constituées de dépenses de fonctionnement et d'investissement pour la somme de neuf cent trente-trois milliards trois cent cinquante-sept millions (933.357.000.000) de francs cfa et de celles résultant des engagements financiers de l'Etat pour la somme de cinq cent soixante-treize milliards neuf cent quatre-vingt-sept millions (573.987.000.000) de francs cfa.

Le détail de ces charges se présente ainsi qu'il suit :

(en millions de f cfa courants)			
NATURE DES CHARGES	LFI 2006	LFR 2006	PLF 2007
PARTIE I : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	657 631	629 583	573 987
Titre 1 : Remboursement des emprunts et des crédits fournisseurs	535 649	509 107	457 684
<i>Extérieure</i>	218 054	231 680	229 359
Emprunts extérieurs-courants	218 054	231 680	229 359
Bilatéraux	183 488	199 818	197 922
Mutlilatéraux	29 887	27 075	26 881
Banques	4 679	4 788	4 556
Emprunts extérieurs-arriérés	0	0	0
Bilatéraux	0	0	0
Mutlilatéraux	0	0	0
Banques	0	0	0
<i>Intérieur</i>	317 595	277 427	228 325
<i>Intérieur-DGCP</i>	48 882	78 278	71 997
Emprunts intérieurs-courants	48 882	78 278	71 997
Banques	13 541	13 541	9 802
Moratoires	10 040	13 040	21 837
Divers	25 301	51 697	40 358
Emprunts intérieurs-arriérés	0	0	0
Banques	0	0	0
Moratoires	0	0	0
Divers	0	0	0
<i>Trésor-dette</i>	216 610	115 551	115 551
Tirage FMI (principal)	15 551	15 551	15 551
BEAC (principal)	201 059	100 000	100 000
<i>Restructuration des entreprises</i>	27 000	55 200	13 000
Dettes non fiscale (aux entreprises)	11 000	6 550	3 000
Dettes CNSS (cotisations sociales)	0	0	0
Plans sociaux	16 000	48 650	10 000
<i>Divers</i>	25 103	28 398	27 778
Dettes aux agents de l'Etat (Rappels)	20 000	20 000	20 000
Arriérés Assemblée Nationale	103	103	200
Arriérés cotisations internationales	0	530	0
Arriérés sinistrés	0	602	200
Autres arriérés	0	2 163	2 378
Opérations de couverture	5 000	5 000	5 000
Titre 2 : Intérêts sur emprunts et crédits fournisseurs	121 982	120 476	116 303
<i>Extérieure</i>	100 475	98 969	97 514
<i>Intérêts sur emprunts extérieurs-courants</i>	88 475	86 969	83 514
Bilatéraux	76 500	75 861	72 212
Mutlilatéraux	11 540	10 586	10 992
Banques	435	522	310

<i>Intérêts sur emprunts extérieurs-arriérés</i>	0	0	0
Bilatéraux	0	0	0
Mutilatéraux	0	0	0
Banques	0	0	0
<i>Intérêts-commissions et frais</i>	12 000	12 000	14 000
Pertes sur change	8 000	8 000	8 000
Commission et frais-extérieur DGCP	4 000	4 000	6 000
Intérieur	21 507	21 507	18 789
Intérieurs-DGCP	3 507	3 507	2 789
<i>Intérêts sur emprunts intérieurs-courants</i>	3 507	3 507	2 789
Banques intérieures	1 515	1 515	690
Moratoires	836	836	1 285
Divers	1 156	1 156	815
<i>Intérêts sur emprunts intérieurs-arriérés</i>	0	0	0
Banques intérieures	0	0	0
Moratoires	0	0	0
Divers	0	0	0
Trésor-dette	18 000	18 000	16 000
Tirage FMI (intérêts)	3 000	3 000	3 000
BEAC (agios)	12 000	12 000	10 000
Bons d'équipement	3 000	3 000	3 000
PARTIE II : FONCTIONNEMENT	496 613	672 051	733 357
Titre 3 : Personnel permanent	205 136	216 114	266 970
Titre 4 : Main d'oeuvre non permanente	23 164	24 901	29 851
Titre 5 : Biens & services	129 844	156 836	168 622
Titre 6 : Transferts et interventions	138 469	274 200	267 914
<i>dont SOGARA (fluctuations des produits raffinés)</i>	0	110 000	102 600
<i>dont FER</i>	24 000	24 000	24 000
PARTIE III et Titre 7 : INVESTISSEMENTS	168 000	200 000	200 000
Dépenses de développement	117 600	149 600	149 600
<i>dont reports</i>	0,0		
Dépenses d'équipement	50 400	50 400	50 400
PARTIE IV : PRETS ET AVANCES	0	128 258	109 243
Titre 9 : Prêts et avances	0	128 258	109 243
Avances aux agents de l'Etat (VTR)			
Avances à l'économie			
Prêts à la consommation (Av S)			
Règlements correspondants			
Fonds de reserves pour les générations futures	0	128 258	109 243
Incitation aux départs volontaires			
Total Charges	1 322 244	1 629 892	1 616 587

TITRE II : DISPOSITIONS FISCALES

Article 8 : La Redevance d'Usure de la Route, en abrégé R.U.R, instituée par l'ordonnance n° 001/2006/PR du 9 février 2006 portant création du Fonds d'Entretien Routier de deuxième génération est une contribution obligatoire dont aucun régime particulier antérieur n'est exempté du paiement.

Article 9: La R.U.R est un prélèvement inscrit dans la structure des prix de carburants vendus sur le territoire national.

Elle est collectée par la Société Gabonaise de Raffinage (SOGARA) et par tout importateur agréé de carburants en République Gabonaise.

Article 10: La mise en application de la R.U.R abroge toute disposition antérieure afférente à la taxe de consommation intérieure sur les carburants, prévue par la loi n°25/88 du 30 décembre 1988 relative aux taxes spéciales sur les carburants.

Article 11 : Les taux de la R.U.R et les modalités de sa perception sont définis par arrêté du Ministre chargé des Finances.

./.

PARTIE II : EMPLOI DES CREDITS

TITRE UNIQUE : REPARTITION, AFFECTATION ET UTILISATION DES CREDITS

Article 12 : Les Charges de la dette publique se présentent ainsi qu'il suit :

TITRE I : SERVICE DE LA DETTE (en F.cfa)		
	Libelle	PLF 2007
1111	<i>Bailleurs bilatéraux -courants</i>	197 921 600 000
1112	<i>Bailleurs multilatéraux -courants</i>	26 881 200 000
1113	<i>Banques extérieures-courants</i>	4 555 860 000
1231	<i>Banques intérieures-courants</i>	9 801 620 000
1232	<i>Moratoire-courant</i>	21 837 170 000
1233	<i>Divers emprunts intérieurs-courants</i>	40 357 740 000
1243	<i>Divers emprunts intérieurs-arriérés</i>	0
1252	<i>BEAC(Principal)</i>	100 000 000 000
1253	<i>Tirages FMI</i>	15 551 000 000
1273	<i>Plans sociaux</i>	10 000 000 000
1281	<i>Dette aux agents de l'Etat (rappels)</i>	20 000 000 000
1282	<i>Autres arriérés intérieurs</i>	2 777 602 000
1283	<i>Opérations de couvertures</i>	5 000 000 000
2111	<i>Bailleurs bilatéraux-courants</i>	72 212 200 000
2112	<i>Bailleurs multilatéraux -courants</i>	10 991 920 000
2113	<i>Banques extérieures-courants</i>	309 880 000
2231	<i>Banques intérieures-courants</i>	689 850 000
2232	<i>Moratoire-courant</i>	1 284 760 000
2233	<i>Divers emprunts intérieurs-courants</i>	814 640 000
2251	<i>Agios BEAC</i>	10 000 000 000
2253	<i>Intérêt sur tirages FMI</i>	3 000 000 000
2256	<i>Bons d'équipement</i>	3 000 000 000
2301	<i>Perte sur change</i>	8 000 000 000
2302	<i>Commissions et frais -DGCP</i>	6 000 000 000
TOTAL		573 987 042 000

Article 13 : Les dépenses de fonctionnement et d'investissement se présentent ainsi qu'il suit :

- Solde permanente :

Titre 3 : SOLDE PERMANENTE (en F.cfa)	LFR 2006	PLF 2007
Présidence de la République	5 168 677 000	5 168 677 000
Sénat	6 139 436 000	6 139 436 000
Assemblée Nationale		
Conseil d'État		
Primature	2 174 368 000	2 174 368 000
Cour Constitutionnelle	1 152 385 000	1 152 385 000
Cour des Comptes	1 866 366 000	1 866 366 000
Cour de Cassation		
Relations avec le Parlement	123 152 000	123 152 000
Justice	5 689 658 000	5 689 658 000
Contrôle d'État et Inspections	466 968 000	466 968 000
Affaires Étrangères	5 080 490 000	5 080 490 000
Conseil Économique et Social		
Conseil National de la Communication		
Conseil National de la Démocratie		
Droits Humains	63 986 000	63 986 000
Défense Nationale	34 301 217 000	34 301 217 000
Garde Républicaine	7 197 729 000	7 197 729 000
Fonction Publique	1 917 783 000	1 917 783 000
Intérieur	1 993 077 000	1 993 077 000
Communication et Nouvelles Technologies de l'Information	2 727 347 000	2 727 347 000
Sécurité et Immigration	9 911 390 000	9 911 390 000
Sécurité Pénitentiaire	3 352 919 000	3 352 919 000
Poste et télécommunication		
Prévention et Gestion des Calamités Naturelles		
Économie, Finances, Budget et Privatisation	23 479 180 032	23 479 180 032
Petites et Moyennes Entreprises et PMI	265 749 000	265 749 000
Planification et Programmation du Développement	1 558 517 000	1 558 517 000
Commerce, Développement Industriel	1 540 122 000	1 540 122 000
Promotion du Secteur Privé, Économie Sociale et Artisanat		
Agriculture, Élevage et Développement Rural	2 491 588 000	2 491 588 000
Économie Forestière, Eaux, Pêches et Parcs Nationaux	2 755 553 000	2 755 553 000
Tourisme	481 821 000	481 821 000
Travaux Publics, Équipement et Construction	2 540 043 000	2 540 043 000
Habitat, Urbanisme et Travaux Topographiques	1 186 173 000	1 186 173 000
Mines, Énergie, Pétrole et Ressources Hydrauliques	1 676 136 000	1 676 136 000
Ville et Promotion de la Vie Associative		

Décentralisation et Aménagement du Territoire	162 035 000	162 035 000
Environnement et Protection de la Nature		
Transports et Aviation Civile	1 138 095 000	1 138 095 000
Marine Marchande	510 106 000	510 106 000
Éducation Nationale	55 284 814 000	55 284 814 000
Enseignement Technique, Formation Profess, Réinsertion et Insertion des jeunes	411 021 000	411 021 000
Jeunesse-Sports & Loisirs	1 021 434 000	1 021 434 000
Enseignement Supérieur	6 370 457 000	6 370 457 000
Culture & Arts et Éducation Populaire	1 468 912 000	1 468 912 000
Recherche et technologie		
Santé Publique	17 913 024 000	17 913 024 000
Travail et Emploi	1 163 922 000	1 163 922 000
Solidarité Nationale, Affaires Sociales, Bien-Etre et Lutte contre la Pauvreté	3 170 387 000	3 170 387 000
Famille, Protection de l'Enfance et Promotion de la femme	197 665 000	197 665 000
Ajustement dû à l'augmentation du SMIG et du point d'indice	14 676 297 968	46 506 297 968
TOTAL TITRE 3	230 790 000 000	266 970 000 000

- Main d'œuvre non permanente

Titre 4 : MAIN D'ŒUVRE NON PERMANENTE (en F.cfa)	LFR 2006	PLF 2007
Présidence de la République	580 241 000	595 241 000
Sénat	1 730 082 000	1 730 082 000
Assemblée Nationale	2 304 372 000	2 304 372 000
Conseil d'État	14 374 000	14 374 000
Primature	50 806 000	50 806 000
Cour Constitutionnelle	89 074 000	108 614 000
Cour des Comptes	14 646 000	14 646 000
Cour de Cassation	10 776 000	10 776 000
Relations avec le Parlement	14 658 000	44 658 000
Justice	159 423 280	159 423 280
Contrôle d'État et Inspections	21 216 000	21 216 000
Refondation et Droits Humains	20 842 000	22 006 000
Affaires Étrangères	2 523 011 491	2 523 011 491
Conseil Économique et Social	542 987 000	542 987 000
Conseil National de la Communication	64 488 000	64 488 000
Conseil National de la Démocratie	2 112 000	2 112 000
Lutte contre l'enrichissement illicite		43 420 000
Défense Nationale	250 922 152	250 922 152
Garde Républicaine	4 260 000	4 260 000
Fonction Publique	239 242 000	253 438 000

(suite)		
Titre 4 : MAIN D'ŒUVRE NON PERMANENTE (en F.cfa)	LFR 2006	PLF 2007
Intérieur	413 420 996	433 086 996
Communication et Nouvelles Technologies de l'Information	256 219 000	265 531 000
Sécurité et Immigration	76 758 000	71 226 000
Poste et télécommunication	9 312 000	
Prévention et Gestion des Calamités Naturelles	5 532 000	5 532 000
Économie, Finances, Budget et Privatisation	2 908 776 513	2 781 206 513
Petites et Moyennes Entreprises et PMI	17 559 000	17 559 000
Planification et Programmation du Développement	90 064 000	90 064 000
Commerce, Développement Industriel	65 464 004	65 464 004
Promotion du Secteur Privé, Economie Sociale et Artisanat	6 552 000	6 552 000
Agriculture, Élevage et Développement Rural	372 467 332	374 003 332
Economie Forestière, Eaux, Pêches et Parcs Nationaux	473 278 084	473 278 084
Tourisme	49 021 000	49 021 000
Travaux Publics, Équipement et Construction	2 024 836 000	2 024 836 000
Habitat, Urbanisme et Travaux Topographiques	279 608 980	279 608 980
Mines, Énergie, Pétrole et Ressources Hydrauliques	166 552 000	166 552 000
Ville et Promotion de la Vie Associative	14 832 000	14 832 000
Décentralisation et Aménagement du Territoire	18 924 000	18 924 000
Environnement et Protection de la Nature	7 422 000	7 422 000
Transports et Aviation Civile	97 913 000	79 913 000
Marine Marchande	99 975 896	85 779 896
Éducation Nationale	1 689 214 496	1 552 009 496
Enseignement Technique, Formation Profess, Réinsertion et Insertion des jeunes	120 019 000	205 584 000
Jeunesse-Sports & Loisirs	135 095 940	135 095 940
Enseignement Supérieur	3 922 450 800	3 922 450 800
Culture & Arts et Éducation Populaire	130 525 000	130 525 000
Recherche et technologie		
Santé Publique	2 266 979 396	2 266 979 396
Travail et Emploi	120 799 400	120 799 400
Solidarité Nationale, Affaires Sociales, Bien-Être et Lutte contre la Pauvreté	372 811 008	372 811 008
Famille, Protection de l'Enfance et Promotion de la femme	40 494 000	40 494 000
Lutte contre le SIDA	5 532 000	5 532 000
Ajustement dû à l'augmentation du SMIG et du point d'indice	1 180 702 032	4 920 262 032
TOTAL TITRE 4	26 081 227 800	29 850 787 800

- Biens et services

Titre 5 : BIENS ET SERVICES (en F.cfa)	LFR 2006	PLF 2007
Présidence de la République	8 272 252 000	9 750 975 000
Sénat	4 405 634 000	4 405 634 000
Assemblée Nationale	7 494 296 000	7 494 296 000
Conseil d'État	121 731 000	136 731 000
Primature	1 401 889 000	1 695 459 000
Cour Constitutionnelle	686 100 000	794 503 000
Cour des Comptes	317 485 000	414 685 000
Cour de Cassation	112 381 000	112 381 000
Relations avec le Parlement	215 311 000	246 011 000
Justice	724 065 000	993 586 000
Contrôle d'État et Inspections	285 530 000	442 430 000
Refondation	393 540 000	246 966 000
Affaires Étrangères	8 458 123 000	8 750 123 000
Conseil Économique et Social	534 811 000	604 811 000
Conseil National de la Communication	483 310 000	483 310 000
Conseil National de la Démocratie	55 660 000	55 660 000
Lutte contre l'enrichissement illicite		325 000 000
Défense Nationale	17 693 673 441	18 032 994 422
Garde Républicaine	2 332 865 000	2 482 865 000
Fonction Publique	487 972 000	593 501 000
Intérieur	1 892 936 000	2 162 763 000
Communication et Nouvelles Technologies de l'Information	2 362 905 000	2 751 345 000
Sécurité et Immigration	3 617 546 000	3 976 619 000
Sécurité Pénitentiaire	1 098 118 000	1 418 118 000
Poste et télécommunication	79 940 000	
Prévention et Gestion des Calamités Naturelles	122 672 000	224 172 000
Économie, Finances, Budget et Privatisation	37 908 930 959	38 640 206 099
Petites et Moyennes Entreprises et PMI	232 733 000	296 733 000
Planification et Programmation du Développement	574 947 000	686 747 000
Commerce, Développement Industriel	693 618 000	991 618 000
Promotion du Secteur Privé, Economie Sociale et Artisanat	82 673 000	178 673 000
Agriculture, Élevage et Développement Rural	596 042 000	808 240 000
Economie Forestière, Eaux, Pêches et Parcs Nationaux	1 259 997 000	1 435 760 000
Tourisme	251 378 000	281 378 000
Travaux Publics, Équipement et Construction	1 598 023 000	1 870 798 000
Habitat, Urbanisme et Travaux Topographiques	815 393 000	982 900 000

(suite) Titre 5 : BIENS ET SERVICES (en F.cfa)	LFR 2006	PLF 2007
Mines, Énergie, Pétrole et Ressources Hydrauliques	1 034 160 000	1 203 695 000
Ville et Promotion de la Vie Associative	283 805 000	485 917 000
Décentralisation et Aménagement du Territoire	202 690 000	396 690 000
Environnement et Protection de la Nature	189 359 000	364 950 000
Transports et Aviation Civile	1 085 110 000	1 418 910 000
Marine Marchande	366 347 000	475 274 000
Éducation Nationale	10 054 912 000	11 445 415 000
Enseignement Technique, Formation Profess, Réinsertion et Insertion des jeunes	1 039 030 400	1 512 167 400
Jeunesse-Sports & Loisirs	546 077 000	690 477 000
Enseignement Supérieur	5 553 861 400	5 874 561 400
Culture & Arts et Éducation Populaire	431 874 000	815 874 000
Recherche et technologie	17 897 000	17 897 000
Santé Publique	25 264 762 000	25 142 762 000
Travail et Emploi	728 354 000	577 968 000
Solidarité Nationale, Affaires Sociales, Bien-Etre et Lutte contre la Pauvreté	844 195 000	1 004 195 000
Famille, Protection de l'Enfance et Promotion de la femme	375 267 000	502 967 000
Lutte contre le SIDA	1 109 865 000	1 923 865 000
TOTAL TITRE 5	156 835 772 200	168 621 577 171

- Transferts et interventions

Titre 6 : TRANSFERTS ET INTERVENTIONS (en F.cfa)	LFR 2006	PLF 2007
Présidence de la République	388 434 000	388 434 000
Sénat	633 180 000	633 180 000
Assemblée Nationale	873 085 000	873 085 000
Conseil d'État	5 000 000	5 000 000
Primature	0	1 000 000
Cour Constitutionnelle	10 000 000	10 000 000
Cour des Comptes	7 000 000	7 000 000
Cour de Cassation	3 000 000	3 000 000
Relations avec le Parlement		
Justice	186 048 000	186 048 000
Contrôle d'État et Inspections		
Refondation		
Affaires Étrangères	983 279 000	1 088 279 000
Conseil Économique et Social	5 000 000	5 000 000
Conseil National de la Communication	10 000 000	10 000 000

(suite)		
Titre 6 : TRANSFERTS ET INTERVENTIONS (en F.cfa)	LFR 2006	PLF 2007
Conseil National de la Démocratie		
Droits Humains		
Défense Nationale	164 933 000	166 612 019
Garde Républicaine	3 000 000	3 000 000
Fonction Publique	252 560 000	252 560 000
Intérieur	11 069 035 000	13 061 235 000
Communication et Nouvelles Technologies de l'Information	1 930 087 000	2 114 087 000
Sécurité et Immigration	8 920 000	8 920 000
Sécurité Pénitentiaire		
Poste et télécommunication	49 000 000	
Prévention et Gestion des Calamités Naturelles	0	649 000 000
Économie, Finances, Budget et Privatisation	103 618 392 400	96 606 848 550
Petites et Moyennes Entreprises et PMI	505 000 000	505 000 000
Planification et Programmation du Développement	342 400 000	342 400 000
Commerce, Développement Industriel	821 800 000	821 800 000
Promotion du Secteur Privé, Economie Sociale et Artisanat	0	5 000 000
Agriculture, Élevage et Développement Rural	87 506 000	224 506 000
Economie Forestière, Eaux, Pêches et Parcs Nationaux	179 174 000	192 624 860
Tourisme	71 353 000	486 815 000
Travaux Publics, Équipement et Construction	24 114 000 000	24 240 000 000
Habitat, Urbanisme et Travaux Topographiques	78 200 000	131 500 000
Mines, Énergie, Pétrole et Ressources Hydrauliques	110 137 762 000	102 795 762 000
Ville et Promotion de la Vie Associative	16 000 000	16 000 000
Décentralisation et Aménagement du Territoire	0	0
Environnement et Protection de la Nature	171 322 000	192 072 000
Transports et Aviation Civile	3 412 704 000	3 254 101 000
Marine Marchande	352 872 000	352 872 000
Éducation Nationale	978 961 000	978 961 000
Enseignement Technique, Formation Professionnelle, Réinsertion et Insertion des jeunes	958 176 000	1 017 676 000
Jeunesse-Sports & Loisirs	1 986 956 000	1 999 950 000
Enseignement Supérieur	184 879 600	184 879 600
Culture & Arts et Éducation Populaire	619 500 000	449 500 000
Recherche et technologie	1 010 000 000	1 100 000 000
Santé Publique	1 941 704 000	1 976 704 000
Travail et Emploi	137 280 000	581 280 000
Solidarité Nationale, Affaires Sociales, Bien-Etre et Lutte contre la Pauvreté	5 192 497 000	9 292 497 000
Famille, Protection de l'Enfance et Promotion de la femme	700 000 000	700 000 000
Lutte contre le SIDA		

TOTAL TITRE 6	274 200 000 000	267 914 195 000
----------------------	------------------------	------------------------

- Dépenses de développement

Titre 7 : DEPENSES DE DEVELOPPEMENT (en F.cfa)	LFR 2006	PLF 2007
Dépenses communes	5 499 000 000	
Fêtes tournantes du 17 Août	44 000 000 000	
Présidence de la République	3 826 000 000	
Sénat	528 000 000	
Assemblée Nationale	1 450 000 000	
Conseil d'État	235 000 000	
Primature	1 668 000 000	
Cour Constitutionnelle	365 000 000	
Cour des Comptes	540 000 000	
Cour de Cassation	350 000 000	
Relations avec le Parlement	577 000 000	
Justice	1 300 000 000	
Contrôle d'État et Inspections	249 000 000	
Refondation	337 000 000	
Affaires Étrangères	461 000 000	
Conseil Économique et Social	500 000 000	
Conseil National de la Communication	300 000 000	
Conseil National de la Démocratie	175 000 000	
Droits Humains	500 000 000	
Défense Nationale	1 565 000 000	
Garde Républicaine	950 000 000	
Fonction Publique	690 000 000	
Intérieur	1 685 000 000	
Communication et Nouvelles Technologies de l'Information	783 000 000	
Sécurité et Immigration	970 000 000	
Sécurité Pénitentiaire	405 000 000	
Prévention et Gestion des Calamités Naturelles	100 000 000	
Économie, Finances, Budget et Privatisation	1 652 000 000	
Petites et Moyennes Entreprises et PMI	775 000 000	
Planification et Programmation du Développement	2 582 000 000	
Commerce, Développement Industriel	361 000 000	
Promotion du Secteur Privé, Economie Sociale et Artisanat	250 000 000	
Agriculture, Élevage et Développement Rural	2 413 000 000	
Economie Forestière, Eaux, Pêches et Parcs Nationaux	7 064 000 000	
Tourisme	498 000 000	
Travaux Publics, Équipement et Construction	22 257 000 000	

(suite) Titre 7 : DEPENSES DE DEVELOPPEMENT (en F.cfa)	LFR 2006	PLF 2007
Habitat, Urbanisme et Travaux Topographiques	4 030 000 000	
Mines, Énergie, Pétrole et Ressources Hydrauliques	4 585 000 000	
Ville et Promotion de la Vie Associative	420 000 000	
Décentralisation et Aménagement du Territoire	250 000 000	
Environnement et Protection de la Nature	370 000 000	
Transports et Aviation Civile	3 232 000 000	
Marine Marchande	941 000 000	
Éducation Nationale	10 890 000 000	
Enseignmt Tech, Formt° Profess, Réinsertion et Insertion des jeunes	2 573 000 000	
Jeunesse-Sports & Loisirs	1 240 000 000	
Enseignement Supérieur	7 968 000 000	
Culture & Arts et Éducation Populaire	766 000 000	
Recherche et technologie	875 000 000	
Santé Publique	9 809 000 000	
Travail et Emploi	475 000 000	
Solidarité Nale, Aff Soc, Bien-Etre et Lutte contre la Pauvreté	1 514 000 000	
Famille, Protection de l'Enfance et Promotion de la femme	1 441 000 000	
Lutte contre le SIDA	159 000 000	
TOTAL TITRE 7	159 398 000 000	

- Dépenses d'équipement

Titre 8 : DEPENSES D'EQUIPEMENT (en F.cfa)	LFR 2006	PLF 2007
Dépenses communes	3 876 000 000	
Fêtes tournantes du 17 Août	6 000 000 000	
Présidence de la République	1 599 000 000	
Sénat	972 000 000	
Assemblée Nationale	150 000 000	
Conseil d'État	265 000 000	
Primature	1 553 000 000	
Cour Constitutionnelle	935 000 000	
Cour des Comptes	60 000 000	
Cour de Cassation	250 000 000	
Relations avec le Parlement	573 000 000	
Justice	300 000 000	
Contrôle d'État et Inspections	281 000 000	
Refondation	688 000 000	
Affaires Étrangères	529 000 000	

(suite) Titre 8 : DEPENSES D'EQUIPEMENT (en F.cfa)	LFR 2006	PLF 2007
Conseil Économique et Social	200 000 000	
Conseil National de la Communication	500 000 000	
Conseil National de la Démocratie	125 000 000	
Droits Humains		
Défense Nationale	2 620 000 000	
Garde Républicaine	1 250 000 000	
Fonction Publique	310 000 000	
Intérieur	270 000 000	
Communication et Nouvelles Technologies de l'Information	817 000 000	
Sécurité et Immigration	230 000 000	
Sécurité Pénitentiaire	245 000 000	
Prévention et Gestion des Calamités Naturelles	300 000 000	
Économie, Finances, Budget et Privatisation	1 140 000 000	
Petites et Moyennes Entreprises et PMI	125 000 000	
Planification et Programmation du Développement	1 002 000 000	
Commerce, Développement Industriel	299 000 000	
Promotion du Secteur Privé, Economie Sociale et Artisanat	150 000 000	
Agriculture, Élevage et Développement Rural	743 000 000	
Economie Forestière, Eaux, Peches et Parcs Nationaux	466 000 000	
Tourisme	462 000 000	
Travaux Publics, Équipement et Construction	435 000 000	
Habitat, Urbanisme et Travaux Topographiques	825 000 000	
Mines, Énergie, Pétrole et Ressources Hydrauliques	330 000 000	
Ville et Promotion de la Vie Associative	230 000 000	
Décentralisation et Aménagement du Territoire	460 000 000	
Environnement et Protection de la Nature	350 000 000	
Transports et Aviation Civile	555 000 000	
Marine Marchande	1 920 000 000	
Éducation Nationale	235 000 000	
Enseignmt Tech, Formation Profle, Réinsertion et Insertion des jeunes	500 000 000	
Jeunesse-Sports & Loisirs	170 000 000	
Enseignement Supérieur	1 552 000 000	
Culture & Arts et Éducation Populaire	24 000 000	
Recherche et technologie	45 000 000	
Santé Publique	2 249 000 000	
Travail et Emploi	155 000 000	
Solidarité Nationale, Aff Sociales, Bien-Etre et Lutte contre la Pauvreté	636 000 000	
Famille, Protection de l'Enfance et Promotion de la femme	225 000 000	
Lutte contre le SIDA	211 000 000	
TOTAL TITRE 8	40 602 000 000	

- Prêts et avances

Titre 9 : PRETS ET AVANCES (en F.cfa)	LFR 2006	PLF 2007
Fonds de réserves pour les générations futures	128 300 000 000	109 243 000 000

Article 14 : La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment de l'ordonnance n° 001/2006/PR du 9 février 2006 portant création du Fonds d'Entretien Routier de deuxième génération, sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de L'Etat.

Fait à Libreville, le

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat ;

El Hadj Omar BONGO ONDIMBA

Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement ;

Jean EYEGHE NDONG

Le Ministre d'Etat, Ministre de la
Planification et de la Programmation
du Développement ;

Casimir OYE MBA

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie,
des Finances, du Budget et de la Privatisation.

Paul TOUNGUI